

dossier

Quelle « libanisation » pour l'Irak ?

Pierre Sauvage

Pierre Sauvage est professeur
d'histoire contemporaine aux
Facultés universitaires Notre-
Dame de la Paix de Namur.

La « libanisation » peut s'entendre dans deux sens : un premier sens, noir et dramatique, envisage la fragmentation d'une société où, à l'image de la guerre civile qui déchira le Liban, différentes ethnies et religions s'affrontent violemment ; un second sens, à l'opposé du premier, met en exergue l'idée d'une coexistence réussie entre différentes communautés qui se respectent et partagent le pouvoir. L'intervention américaine en Irak tendrait à favoriser la libanisation au premier sens, tandis qu'un transfert du pouvoir de la coalition actuelle à l'O.N.U. est indispensable pour envisager l'avènement progressif d'une « libanisation » au sens positif.

Parler de « libanisation » dans le sens reçu revient à envisager « le phénomène par lequel un pays connaît une transformation qui le fait ressembler au Liban où les différentes ethnies et religions s'affrontent violemment, causant une véritable guerre civile » (*Le Petit Robert*). Plusieurs indices me poussent à penser que l'Irak glisse dangereusement vers de tels affrontements qui seraient la conséquence de la dislocation du pays.

Tout d'abord, le fait, comme l'a souligné Jean-Marc-Ferry à la fin de son entretien, que les États-Unis, qui détiennent actuellement le pouvoir en Irak, ont naturellement tendance à privilégier les représentations communautaires plutôt que l'État. Cette tendance à la prise en compte des communautés et des ethnies ne date pas d'hier. Déjà au lendemain de la première guerre du Golfe, l'O.N.U. avait protégé le territoire occupé par la communauté kurde, tandis que la communauté chiite, dans sa majorité, était comprise dans la zone d'exclusion du Sud. Au terme de la seconde guerre du Golfe, on constate un même phénomène : la majorité de la zone où vit la communauté chiite est sous l'occupation des forces armées britanniques et polonaises.

Le récent projet du président G. W. Bush, d'accélérer le transfert du pouvoir aux Irakiens, renforce sérieusement cette tendance à la fragmentation. Comme l'écrit justement Fareed Zakarian, un journaliste du *Washington Post*, « l'Irak est passé d'un seul coup de plusieurs décennies de dictature à un effondrement total. Il ne possède aucun parti ni aucun mouvement politique jouissant d'un soutien populaire à un niveau national. En remettant rapidement l'autorité à un gouvernement central

faible, on ne fera qu'encourager les chiites, les sunnites et les Kurdes à se fragmenter » (« L'« irakisation » n'est pas une solution », cité dans le *Courrier international* du 13 au 19 novembre 2003, p. 30).

Une telle dislocation pourrait déboucher sur une guerre civile. Le président des États-Unis ne pressent-il pas cette issue lorsqu'il prévoit que les troupes étrangères resteront en Irak jusqu'en 2005 ? Il s'agira de séparer les adversaires qui seront face à face. Et une des manières de faire cesser cette guerre fratricide est d'accorder l'autonomie, voire l'indépendance, à chacun des acteurs en présence. Quel serait alors le nouveau paysage ? Les Kurdes auraient enfin l'État qui leur a été refusé au lendemain de la première guerre ; les chiites irakiens se rapprocheraient inévitablement de leurs frères en religion d'Iran, dans la mesure où ils parviendraient à surmonter l'opposition séculaire entre Arabes et Perses (il ne faut pas oublier que les villes saintes du chiisme sont en Irak) ; quant à la communauté sunnite, elle serait installée au centre et à l'ouest du pays.

VERS UNE DÉSTABILISATION DE LA RÉGION ?

Pareil scénario présente de sérieux risques de tensions, voire de guerre. Comment la Turquie supporterait-elle à ses frontières un État kurde susceptible de galvaniser la résistance kurde sur son propre territoire ? Comment le monde arabe pourrait-il tolérer la poussée de l'Iran sur son aire traditionnelle ?

Non seulement la voie de l'autonomie, plus encore celle de l'indépendance, débouche nécessairement sur l'éclatement d'un pays dont les frontières ont été tracées selon les intérêts des puissances mandataires de l'époque, le Royaume-Uni et la France. Mais pareille solution risque aussi d'être contagieuse dans ce Moyen-Orient où les minorités ethniques et religieuses ne manquent pas. On assisterait à un remodelage de la région où comme l'écrit Jean-Marc Ferry « le seul État structuré serait Israël » — auquel on peut ajouter la Turquie, tous deux agissant en gendarmes de la région. C'est ouvrir réellement la boîte de Pandore.

Les Arabes n'avaient-ils pas raison lorsqu'ils avertissaient le président Bush qui, avec son allié britannique, était sur le point de déclarer la guerre à l'Irak : « Vous allez ouvrir les portes de l'enfer » ?

Tout ce qui précède envisage la face noire et dramatique de la « libanisation ». Celle qui est présentée dans les dictionnaires. Mais il existe un autre sens de ce terme, qui va à l'opposé du premier. Celui d'une

coexistence entre les différentes communautés présentes sur un territoire qui se respectent en partageant le pouvoir. Pendant des années, le Liban a montré que ce modèle était possible. Est-il permis de penser que ce modèle inspire les responsables pour sortir l'Irak du chaos dans lequel il se débat ?

Emprunter cette voie, qui sera nécessairement longue, exige non seulement que l'on fasse preuve d'imagination politique mais aussi que certaines conditions soient remplies : transférer le pouvoir de la coalition actuelle à l'O.N.U. qui, ainsi, agira avec un mandat international ; renoncer à imposer une démocratie à l'occidentale en tenant compte des traditions propres au pays ; aider les Irakiens à reconstruire leur État sans créer une autre forme de dépendance plus sournoise ; permettre aux Irakiens de tirer profit de leurs ressources naturelles et enfin mettre en place « un projet comprenant à la fois l'Irak et le conflit israélo-arabe auquel Américains, Européens et Arabes participeraient — les premiers promettant un véritable engagement au Proche-Orient, les deux derniers un réel investissement en Irak », comme le souligne dans un article récent Robert Malley, directeur du programme Moyen-Orient de l'International Crisis Group et ancien conseiller du président Clinton pour les affaires israélo-palestiniennes (« Irak, Israël, Palestine, du désespoir à la folie ? », dans *Le Monde* du 19 novembre 2003, p. 18). Remplir ces conditions aboutira progressivement à refermer « les portes de l'enfer », derrière lesquelles il n'est pas d'espoir de construire.